

## Lettre à un universitaire zaïrois

Cher ami, cher collègue universitaire zaïrois,

**I**L y a une dizaine d'années, toi et moi, nous avons bénéficié d'un séjour prolongé à l'étranger, en vue d'une formation technique et universitaire dans nos disciplines scientifiques. Nous avons fourni des efforts, parfois excessifs. Nous avons peiné dans les couloirs des facultés et les arrières-salles des laboratoires, au prix de souffrances souvent indicibles. Certains d'entre nous ont pu aboutir et présenter des travaux qui, dans bien des cas, servent encore de modèles dans les institutions qui nous avaient reçus.

Il nous fallait, après ces résultats, retourner dans notre pays et nous consacrer au développement de la jeunesse intellectuelle et aux projets de développement. Nul ne peut nous dénier notre volonté affirmée de servir notre Peuple. Nous avons été parmi les meilleurs, ceux en tout cas qui avaient toujours été appréciés, valorisés, et nos Institutions respectives d'origine, du moins nous avait-il semblé au départ, avaient réellement compté sur notre formation, en toute confiance, pour un aménagement rationnel des structures économiques, culturelles et intellectuelles du pays.

Depuis la fin des échéances prescrites à notre « détachement », nous traversons une période difficile, faite de paniques et d'angoisses silencieuses. Parmi ceux qui étaient partis avec nous pour l'étranger, très peu ont songé à entreprendre le voyage du « retour vers le pays natal ». Et ceux qui avaient osé prendre le risque, se sont précipités à s'exiler à l'étranger, parfois avec des ruses audacieuses et des astuces d'une témérité proche du suicide moral et même physique. Même si des chiffres n'ont jamais été publiés, nous savons pertinemment bien que plus de soixante-dix pour cent des assistants et enseignants de nos institutions universitaires envoyés en formation n'ont jamais rejoint leur « poste d'attache ».

Nous voici maintenant des exilés et des parias sur des terres d'émigration. Non certes parce que nous l'aurions voulu au profit de notre carrière, ni même à l'avantage de nos familles, mais uniquement parce que toute idée de « retour » s'impose à nous comme un acte de démesure. Lorsque nous nous rencontrons, nous nous murmurons à l'oreille notre souffrance, et nous plaignons notre détresse. Tout autant que nous déplorons notre impuissance à réagir, à affronter notre cauchemar perpétuel. Des faits malheureux arrivés à certains d'entre nous nous forcent à nous résigner et à ruminer notre immense tristesse. Et nous l'avouons tous sans fausse pudeur : *nous avons peur*.

C'est justement de cette peur que j'ai tiré la force de vous écrire, pour vous supplier de casser le mur du silence dans lequel nous nous sommes enfermés. De quoi avons nous peur ? Que craignons-nous en fait ? Dans le lot des exilés, nous savons tous que nous pouvons compter un grand nombre des nôtres qui ont été remarqués à leur juste valeur dans tous les cercles des rencontres scientifiques. Sans nous contraindre à une vaine modestie, nous reconnaissons volontiers que dans l'élite africaine, nos amis et collègues du Zaïre se sont imposés incontestablement au niveau universitaire. Les mérites en reviennent souvent à notre sens de dévouement et de générosité, à la conscience que nous avons prouvée dans toutes les circonstances, dans l'accomplissement de notre devoir, dans l'exigence morale qui marque nos actes et notre comportement.

Nous avons rendu des services énormes aux institutions étrangères où nous avons été affectés dans nos pérégrinations. Des témoignages peuvent être donnés pour marquer notre présence, partout où nous avons eu l'occasion d'opérer. Dans les bibliographies scientifiques et universitaires, les noms des nôtres reviennent à maintes reprises avec parfois des éloges qui nous flattent. Les ouvrages publiés par ceux de « chez nous » comportent souvent une dimension théorique importante.

Bien plus, nous avons toujours admis que les réflexions menées par nos « intellectuels » sur la situation de notre pays figurent parmi les meilleures analyses critiques du genre. Nous avons fourni la preuve que, loin de refuser le débat, nous avons au contraire essayé de prendre en charge les questions les plus essentielles qui concernent notre milieu d'origine, sous tous les aspects. Nous avons tenté de trouver des éléments de réponse, susceptibles d'apporter à notre peuple moins de souffrance peut-être, en tout cas, une vision plus saine des événements, une conscience plus réelle et plus réaliste de notre propre Histoire.

Pourquoi alors ne pouvons-nous pas arriver à intégrer cet univers théorique à notre propre comportement, et amorcer le véritable voyage de retour qui nous ramènerait sur la terre de nos Ancêtres ? Pourquoi cette peur permanente qui nous paralyse, qui fait

suspendre nos gestes, qui nous maintient dans la douleur des orphelins qui ont abdiqué d'eux-mêmes, et qui nous repousse dans une errance sans fin ?

Notre situation actuelle est sans issue. Nous voilà obligés d'accepter des postes de travail qui n'ont souvent aucune commune mesure avec nos capacités, parfois dans des conditions les plus désobligeantes, uniquement pour pouvoir demeurer le plus longtemps possible en dehors des frontières nationales. Tout se passe comme s'il s'était agi d'un sursis que nous serions amenés à prolonger indéfiniment, afin de préserver, contre toute logique, contre le bon sens, une survie précaire.

Oui, il faut le crier haut et fort : notre état actuel est d'une précarité affligeante. Nous n'osons plus plaindre ceux parmi nous qui sont contraints d'exercer des fonctions dégradantes, et même répugnantes. Ceux qui sont obligés de supporter des conditions d'existence ignobles, démunis de tout, parfois même du strict nécessaire, privés de moyens de travail, et même de l'espoir d'une probable subsistance. Ceux qui se débattent à longueur d'années pour dissimuler la misère, la souffrance secrète. Ceux qui doivent recourir aux formes les plus téméraires de l'intrépidité, à toutes les ressources intellectuelles, et souvent, hélas, physiques, sacrifiant leur santé et celle de leurs familles, pour pouvoir tenir le plus longtemps possible dans les pays qui nous offrent des refuges éphémères. Des lois sont élaborées partout, de plus en plus restrictives, de plus en plus abrutissantes, à l'égard des « immigrants » que nous n'avons pas cessé d'être.

C'est là que se pose notre dilemme. Le problème le plus fondamental de notre existence, que nous devons résoudre impérativement et dans les délais les plus brefs. Avec nos titres universitaires, parfois avec des grades très élevés dans la hiérarchie scientifique, nous avons souvent atteint les « sommets », au-delà desquels il ne peut se profiler que notre audace à affronter lucidement ce moment de notre Histoire. Comment alors pourrions-nous entretenir d'autres illusions maladroites pour cacher notre résistance à toute idée de retour ?

Les conditions d'existence qui nous sont offertes dans notre pays sont simplement suicidaires, non seulement dans le recrutement (et dans les projets successifs d'« assainissement »), mais surtout dans l'activité professionnelle qu'il nous serait donné d'exercer. Les salaires proposés ne sont pas seulement dérisoires, ils sont en dessous du seuil de ce qui est humainement acceptable. Les chiffres nous effrayent et nous laissent dans la bouche un goût amer. Au premier échelon, celui du professeur associé, le traitement est l'équivalent de mille francs français. Au dernier stade, celui du professeur ordinaire, qui est atteint en fin de carrière, nous ne pouvons pas espérer dépasser les trois mille francs.

Tous les amis qui avaient atteint les limites du désespoir et qui s'étaient risqués à rentrer, nous conseillent vivement d'aménager « quelque chose de plus rentable » pour pouvoir tenir le coup. Des filières et des réseaux sont redispesés dans ce sens. Nous en connaissons qui ont ramené avec eux des ballots de vieux vêtements, de la vaisselle usagée, des appareils exténués, pour les revendre sur le marché local. Nous n'osons pas évoquer ceux qui ont apporté dans leurs bagages des voitures d'occasion, des tracteurs fatigués, et même avec un peu de courage, des autobus ramassés dans les casses européennes, à des prix défiant toute concurrence. Le problème n'est pas d'emporter avec soi des objets qui peuvent aider à s'installer au pays, mais de se constituer un système permanent pour pouvoir survivre, « en dehors du salaire irrégulier et insuffisant ».

Sans ce viatique indispensable, il nous est souvent conseillé de ne même pas rêver au retour, si nous tenons simplement à survivre. Professeur à l'Université, mais à côté de cela, vendeur de cabris et de fers à souder, garagiste spécialisé dans des pneus rechapés et des batteries « retapées », fabricant de liqueurs fortes, chauffeurs de *ki malu-malu* ou taximan de nuit. Aucun diplôme, aucune spécialité dans quelque domaine que ce soit, aucun grade universitaire, ne peut mener à un exercice sain et exclusif d'une profession universitaire, ni dans l'enseignement, ni surtout dans la recherche qui, dans notre pays, n'existe qu'à l'état indéfini de crise d'apoplexie. Il ne nous resterait alors qu'à croupir dans la médiocrité, ou à flagner bassement dans les avenues du pouvoir.

L'Université chez nous ne ressemble plus dans sa forme actuelle à une institution concevable dans une rationalité cohérente. Les plus compatissants nous décrivent l'état des étudiants à la manière d'un cinéma d'épouvante. La corruption instituée en système possède des rouages que nous ne pouvons pas imaginer, après seulement quelques années passées à l'extérieur, comme si l'univers avait changé son centre de gravité. Des étudiantes déshabillées aux administratifs soudoyeurs, en passant par la malléabilité des critères de fonctionnement. De dysfonctionnement, sans doute, car il nous suffirait d'interroger nos « médecins spécialistes » qui se sont réfugiés à l'étranger, pour comprendre les échos bousculés qui nous effraient tant, sur le chemin du retour. Nous en connaissons hélas, qui l'ont payé de leur vie : emprisonnés, empoisonnés, enlevés par les brigades de la mort qui ont organisé le trafic de la chair.

Il n'est pas utile de rappeler que la situation scolaire de nos enfants a constitué pour la plupart d'entre nous, le prétexte le plus légitime, le plus juste aussi, de notre exil forcé. Afin de leur assurer une éducation scolaire acceptable, nous avons enduré des humiliations, des actes parfois ignobles d'expulsion, de réclusion, des pratiques racistes. Car dans notre pays, si nous les y ramenons dans

son état actuel, il ne leur est offert aucun avenir, et toute leur existence s'en trouverait irrémédiablement brisée.

S'il ne s'était agi que de ces arguments matériels et pratiques, il est possible que nous aurions rencontré un peu de réconfort, et nous aurions soutenu l'exil avec peut-être moins de peine. Mais nous le savons tous, et nous le ressentons douloureusement, la situation qui nous est faite n'est pas due simplement à la « conjoncture », ni aux circonstances survenues avec le délabrement du système économique, ainsi que tous les prétextes fallacieux des dettes publiques non-remboursées. Certes, nous admettons que le scandale de notre pays est le plus flagrant paradoxe de l'état de sous-développement qui nous est infligé : des richesses énormes, des potentialités incommensurables, des productions minières inépuisables, et un pillage indécent dont nous sommes témoins à l'échelle des pays industrialisés. Et les enfants meurent de sous-alimentation, des maladies endémiques, des conditions hygiéniques lamentables. Cela, nous le comprenons avec condescendance, et nous le subissons avec beaucoup de coupable philosophie. Mais c'est de penser que le système installé dans notre pays avait entrepris une politique délibérée de démantèlement de l'Université, de délabrement des institutions culturelles et intellectuelles, de démolition des espaces du savoir et de la science, que nous vient le sentiment évoqué pour justifier les enjeux de notre situation.

Oui, nous sommes mortifiés en nous-mêmes, par l'ampleur de la catastrophe qui s'est abattue sur nous, et qui nous poursuit comme une fatalité. Être porteur d'un passeport comme le nôtre équivaut à tous les postes frontaliers des pays qui nous reçoivent à un acte flagrant d'une criminalité en puissance. Même ceux d'entre nous qui se bouchent les oreilles aux clameurs des misères qui écrasent notre Peuple, ne peuvent nullement échapper à l'animosité éventuelle qui nous est témoignée par les polices des frontières, souvent avec une méfiance qui frise des comportements ignobles, la ségrégation la plus primitive exercée à notre endroit.

Des rumeurs nous parviennent comme des hallucinations : vingt Zaïrois arrêtés avec cinquante kilogrammes de drogue dissimulée dans des feuilles de manioc congelées, un pasteur zaïrois attrapé avec des stupéfiants et un faux passeport, un réseau clandestin de Zaïrois qui ont détourné des millions en complicité avec les services des Postes de Kinshasa, un groupe de Zaïrois en situation irrégulière expulsés dans des conditions odieuses, des Zaïrois chassés et parqués dans les avions, menottes aux poings et aux chevilles, des Zaïrois déclarés chômeurs et qui ont touché des millions au détriment des institutions publiques. Ce n'est même plus le charme de l'anecdote, ou le plaisir du roman, puisque ces événements sont souvent accompagnés des gestes malfaisants qui amènent aux meurtres perpétrés sur nos compatriotes, à des actes d'une horreur

incroyable : des faux suicidés, des noyés dont l'autopsie a été refusée pour ne pas divulguer le comportement criminel de ceux qui les avaient pourchassés et traqués comme du gibier. Et nous nous sommes tus.

C'est ici que je vous interpelle, cher Ami. Pourquoi avons-nous tellement peur, si telle est notre situation désespérée qui ne peut déboucher actuellement sur rien ? Nous nous sommes refusés à témoigner pour ceux des nôtres qui ont péri dans des circonstances aussi abjectes.

Notre silence ne se confère qu'un seul argument légitime : la peur. Autour de nous, des ombres sinistres rôdent sans cesse pour nous empêcher de parler, et pour nous maintenir dans un état de terreur permanente. Aucun de nous n'ose élever la voix devant des compatriotes inconnus, s'il les rencontre intempestivement. Et cela, parce que des gosses intoxiqués nous abattent sans scrupules pour « obéir aux ordres ». Nous avons reculé les échéances de notre retour pour une cause que nous n'avons aucun courage de défendre. La plupart d'entre nous, nous avons renoncé à adhérer aux partis politiques de l'opposition. Certes, du fait de l'incohérence de leurs méthodes et de la duplicité de leurs discours, mais surtout parce que nous redoutons ce qui peut nous survenir : un assassinat intentionnellement maladroit, l'accueil à Ndjili qui peut s'achever sur des sentiers de sable et des marécages. Et puis, dans la légende africaine, les opposants zairois sont passés pour certains d'entre eux, au stade des fripouilles de grande classe.

Je ne vous demande aucun acte politique. Mais je vous avoue franchement que moi, je suis à bout de forces. J'avais été séquestré dans les locaux des services de la sécurité. J'avais subi la torture et les supplices, et j'avais assisté aux tortures et aux supplices, d'étudiants, de délinquants. J'avais subi une relégation pénible au village pendant dix mois, expulsé avec ma famille du logement de l'université, privé de traitement (mes salaires étaient détournés par le secrétaire-général administratif du campus, et par l'assistant du vice-recteur de l'époque). Toute cette souffrance inutile, uniquement parce qu'un administrateur du Centre national de documentation régional voulait me donner en exemple aux enseignants des institutions supérieures, et les empêcher d'organiser d'autres actions de revendication pour leurs droits, en exhibant devant eux l'épouvantail de la torture s'ils s'avisait d'entreprendre d'autres grèves ou des manifestations de critique à l'endroit du pouvoir. Je n'étais pas parmi les meneurs, je n'exerçais aucune activité politique, mais j'étais le plus vulnérable, le moins défendu dans les « hautes sphères », et ce sont des collègues de l'université qui m'avaient livré aux bourreaux. Ces collègues et amis ont été récompensés par mes tortionnaires ; ils ont été intégrés dans les services officiels de

la sécurité, et ils ont continué joyeusement à faire supplicier leurs propres amis.

Je ne vous demande aucun acte politique. Mais je dois vous dire que certains de nos collègues professeurs ont joué un rôle abominable, pour quelques sesterces et des miettes qu'ils ramassaient dans les couloirs du pouvoir. Ils ont pillé systématiquement l'Université, ils ont saccagé la dignité de l'« intellectuel », ils ont fait assassiner leurs propres amis. Ils ont trahi le peuple, en jouant le jeu exécrationnel, aussi bien auprès des « dirigeants » que dans les cercles des « opposants » qu'ils ont contribué à dévaloriser, à avilir, et même à anéantir. Pour des objectifs dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont ignominieux.

Il est évident que nos discours ont souvent été pervertis. Des amis sont venus, ils ont lancé des imprécations, ils ont diffusé des tracts incendiaires. Nous avons applaudi, puis ils ont intégré les arcanes du pouvoir. Mais cela devrait-il constituer un prétexte à tous les lâchages, et même à la lâcheté ?

Voilà ce que le système installé dans notre pays a fait de nous. Voilà à quel désespoir il nous a réduits, nous interdisant même le seul recours à la parole pour exorciser notre souffrance. Nous avons sacrifié des années de notre vie à nous appliquer aux études, à travailler dur pour notre formation. Nous avons enduré les exigences même les plus absurdes dans notre carrière : des tracasseries administratives, les langages équivoques et parfois affligeants de nos collègues occidentaux qui ne voyaient en nous que des rivaux potentiels ; parfois, la honte devant la cruauté du sort qui nous était réservé, chaque fois que nous avons osé revendiquer quelque droit bafoué ; l'incertitude dans ce que nous avons entrepris pour notre avenir, et celui de nos enfants.

Dans l'histoire africaine contemporaine, notre pays est devenu le modèle même de ce qu'il ne faut jamais faire. Nous sommes souvent tentés de troquer notre nationalité, d'aliéner notre identité nationale, contre remboursement d'une naturalisation rentable immédiatement, mais en fait, peu glorieuse même pour notre propre survie. Expulsés de partout, nous errons sans espoir : en Australie ou au Sri Lanka, en Colombie ou au Vénézuéla, autant que sur les terres inhospitalières autour de la Méditerranée.

Les lettres du pays nous font frissonner chaque fois que nous les recevons : des messages horribles à entendre. Le deuil, la misère. Des parents qui avaient compté sur nous, qui s'étaient dépensés pour nos études, et qui finissent dans la solitude d'une vieillesse inclémente. Nos mains vides, nos cœurs pleins de tristesse.

N'oubliez pas, Ami, que la sécurité ne nous est assurée nulle part. Au pays, ils envoient à présent des brigades spéciales parachutées sur l'IPN et les campus, pour saccager et tuer. Et ces brigades de mort n'épargnent plus les enseignants. Les derniers évé-

nements tragiques de décembre 1988 doivent nous édifier. Contre cet horrible cauchemar, je n'avais que ces faibles mots à vous dire : brisons le mur du silence. Témoignons de notre peur, et peut-être, de ces langages bousculés, pourrons-nous trouver la force d'agir, et de nous préparer le voyage de retour, vers la « terre natale ».

Reçois, cher Ami et cher Collègue, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.

*Pius Ngandu Nkashama*

**Nouveauté diffusion à KARTHALA**

# **Adieu Mobutu**

**par Edi Angulu**

**Préface de René Dumont**

De l'indépendance du « Zaïre » (juin 1960) au multipartisme intégral (octobre 1990), en passant par le massacre des étudiants de Lubumbashi, ANGULU Mabengi Edi relate l'étonnant parcours d'un ancien indicateur de la Sûreté coloniale belge devenu le Maréchal Mobutu.

A la manière des batteurs de tam-tam africains, M. Angulu analyse et raconte le « mobutisme », c'est-à-dire la version « zaïroise » du paternalisme et du colonialisme interne.

L'auteur démontre comment M. Mobutu a repris des colonisateurs belges les méthodes et les idéologies qui leur permirent de dominer pendant un siècle l'un des plus grands pays d'Afrique. En passant, il pose cette question fondamentale : un dictateur peut-il devenir démocrate ?

© 1991. Format 15×21,5. 196 p. 110 F

**Diffusion KARTHALA, 22-24, bd Arago  
75013 PARIS - Tél. : 43.31.15.59 - Fax : 43.35.27.05**

**En Belgique : Diffusion NORD-SUD, 74, rue Lesbroussart  
1050 Bruxelles - Tél. : 02-648-10-37 - Fax : 02-647-76-67**